

ne peut l'être lorsqu'il a des surplus exportables. Il faut donc que le cultivateur obtienne par tous les moyens raisonnables l'équivalent de ce qu'il donne afin que tout notre organisme social fonctionne de manière plus satisfaisante. L'abaissement des taux d'intérêt sera d'une aide appréciable dans la terrible crise financière que nous subissons à l'heure actuelle. Nul de mes collègues ne prétendra que j'intercède sans besoin en faveur de l'agriculture, si l'on songe que l'an dernier les cultivateurs ont vendu leurs produits à 44.9 p. 100 de ce qu'ils rapportaient en 1926, alors que les manufacturiers ont touché de 72 à 96 p. 100 des prix de 1926. (*Applaudissements.*) Monsieur l'Orateur, ces applaudissements de la gauche me font douter de la validité de mon raisonnement.

Un MEMBRE: Passez de notre côté.

M. ROWE: Si mes premières observations avaient été aussi bien accueillies, ce seraient mes honorables adversaires qui se joindraient à la droite. C'est l'agriculture qui souffre le plus de cette crise financière, l'agriculture qui est à la base de la prospérité du pays et dont la détresse est la principale cause de la dépression actuelle. Mais je ne vois aucun remède dans les propositions de ceux qui veulent l'inflation de notre devise au point que personne ne la reconnaîtra. En maintenant nos institutions financières, le crédit de notre pays, la stabilité de sa devise, et en nous efforçant d'acquitter les engagements des grandes entreprises industrielles suscitées par le régime protectionniste, je dis que le résultat ne saurait être qu'un rétablissement de notre situation ancienne et qu'un retour pour la classe agricole des jours de prospérité, dont tout le pays bénéficiera.

Je félicite le Gouvernement des mesures qu'il a prises. Je sais que l'on peut critiquer la réduction de la pension des soldats, la taxe sur le sucre et quelques autres petites choses, mais je n'ai pas l'intention de m'y arrêter. Je désire seulement prévenir mes honorables amis du groupe agraire—car je souhaite la réélection de quelques-uns—qu'ils se gardent, à propos de cette taxe sur le sucre et de la caisse de stabilisation, de se laisser masquer par les arbres la vue de la forêt. Pour maintenir le crédit du Dominion, n'oublions pas cet avertissement de Goldsmith:

Ill fares the land to hastening ills a prey
Where wealth accumulates and men decay;

Et j'ajoute cet autre:

But a bold peasantry, their country's pride,
When once destroyed can never be supplied.

C'est là, je crois, le devoir du Canada dans les circonstances actuelles. Agriculteur moi-même, je ne crains pas de comparer le culti-

vateur canadien aux hardis paysans dont parle Goldsmith. Mais, d'autre part, tous les agriculteurs du pays n'ont pas pétitionné. Si les honorables membres de l'extrême gauche ont présenté des pétitions portant 6,000 signatures, il reste 720,000 cultivateurs qui n'ont pas manifesté. Nous savons que certains politiciens de l'agriculture ont répandu l'effroi ici et là afin d'atteindre le Gouvernement en lui créant des embarras au Parlement, mais la plupart des cultivateurs savent se former une opinion sans le secours de ces organisations affublées de titres présomptueux. La classe agricole reste la classe stable du pays, et elle supporte cette épreuve avec le courage et la résolution qu'elle a manifestés en d'autres circonstances difficiles. C'est la grosse masse du peuple canadien, qui forme près de 50 p. 100 de la population totale, sans parler des 30 p. 100, probablement, qui en dépendent assez étroitement. Elle maintiendra le robuste esprit canadien, conservera les institutions et la forme de gouvernement dont nous avons joui dans le passé. Que ceux-là qui tiennent à ces institutions et au bon gouvernement n'aient crainte: notre population rurale ne se laissera pas prendre à ces propositions insidieuses. Elle n'enverra pas au Parlement des hommes aux formules illusoires; elle les relèguera dans l'oubli, où ils resteront quand l'agriculture reverra des jours meilleurs et la prospérité.

M. J. S. WOODSWORTH (Winnipeg-Centre-Nord): Cette discussion se fait de manière si intermittente qu'il n'est pas facile de revenir au discours du ministre des Finances (M. Rhodes). Le ministre a admis des ombres dans son tableau: l'affaiblissement de l'activité commerciale, la diminution du commerce, la gêne engendrée par les bas prix et les dettes existantes, l'accroissement du chômage et les charges sociales qui en découlent. On ne pourrait probablement pas dresser d'acte d'accusation plus grave contre la politique du Gouvernement depuis deux à trois ans. S'il était nécessaire d'y ajouter, je pourrais citer un extrait de l'intéressante brochure publiée par M. J. A. McLeod, gérant général de la banque de la Nouvelle-Ecosse, où il est démontré que depuis 1929 le commerce d'exportation du Canada a diminué de 65 p. 100. Dans tout le plaidoyer élaboré qu'il a prononcé hier, l'honorable député de Waterloo-Sud (M. Edwards) n'a rien dit qui réfute cette affirmation de M. McLeod. Et quant au chômage, qu'on me permette de signaler les rapports des bureaux sociales de Montréal publiés ces jours-ci, où l'on voit que le tiers de la population de cette ville vit actuellement de secours. Ce sont des chiffres effrayants. Je le répète, aucun gouvernement